

Le rôle des investissements directs étrangers (IDE) dans le développement économique en Afrique

The Role of Foreign Direct Investment (FDI) in Economic Development in Africa

Hicham FARIANE, (Doctorant en science de gestion)

Laboratoires d'études et de recherche en sciences de gestion (LERSG)
Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales, Agdal Rabat
Université Mohamed 5 Rabat Maroc

Adresse de correspondance :	Faculté des Sciences Juridiques, Economique et Sociales –Agdal Université Mohammed V de Rabat Avenue des Nations Unies, Agdal Maroc (Rabat)BP 721Téléphone : 0537771337.
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude. Ils assument l'entière responsabilité de tout éventuel plagiat, de l'usage de l'intelligence artificielle dans la rédaction, ainsi que des résultats présentés dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	FARIANE, H. (2025). Le rôle des investissements directs étrangers (IDE) dans le développement économique en Afrique. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 6(12), 200–216. https://doi.org/10.5281/zenodo.17583928
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: 29/09/2025

Accepted: 16/11/2025

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 6, Issue 12 (2025)

Le rôle des investissements directs étrangers (IDE) dans le développement économique en Afrique

Résumé :

Les investissements directs étrangers (IDE) occupent désormais une place centrale dans les stratégies de développement économique des pays africains. En apportant des ressources financières, en facilitant les transferts technologiques et en élargissant l'accès aux marchés mondiaux, ils contribuent à la modernisation des infrastructures, soutiennent les dynamiques d'industrialisation et favorisent la création d'emplois. Ils jouent également un rôle déterminant dans l'intégration des économies africaines aux chaînes de valeur mondiales et dans l'attraction d'investissements complémentaires. Cependant, leur impact demeure ambivalent. Dans de nombreux pays, les IDE restent fortement concentrés dans les secteurs extractifs, renforçant la dépendance vis-à-vis des matières premières et limitant la diversification productive. De plus, le rapatriement massif des profits, la faible intégration des entreprises locales aux réseaux des multinationales, les déséquilibres sociaux ainsi que la fragilité des cadres institutionnels réduisent considérablement leur potentiel de contribution au développement durable.

S'inscrivant dans une démarche de revue narrative et intégrative de la littérature, cet article propose une analyse critique des apports et des limites des IDE en Afrique. Il met en évidence les conditions nécessaires à leur meilleure valorisation, notamment le renforcement de la gouvernance, l'amélioration du climat des affaires, la consolidation des infrastructures et le développement du capital humain. Par ailleurs, la réussite des IDE dépend largement de la capacité des gouvernements à mettre en place des stratégies sectorielles ciblées et à promouvoir la création de chaînes de valeur locales. Les politiques publiques favorisant l'innovation, la formation professionnelle et le soutien aux PME permettent de multiplier les effets positifs des IDE et d'accroître leur contribution à la croissance inclusive.

En outre, la dimension sociale et environnementale des IDE mérite une attention particulière. La promotion d'investissements responsables, respectueux des normes sociales et environnementales, peut renforcer l'impact durable de ces flux financiers. Enfin, la coopération régionale et l'intégration économique continentale représentent des leviers essentiels pour maximiser les bénéfices des IDE, en facilitant la circulation des biens, des services et du capital, tout en renforçant la résilience économique de l'Afrique.

Mots-clés : Investissements directs étrangers, Développement économique, Afrique, Chaînes de valeur mondiales, Croissance inclusive, Gouvernance institutionnelle.

Classification JEL : F21, O55, O19, F23

Type de papier : Revue théorique .

Abstract :

Foreign direct investment (FDI) has become a central component of economic development strategies in African countries. By providing financial resources, facilitating technology transfers, and expanding access to global markets, FDI contributes to infrastructure modernization, supports industrialization dynamics, and promotes job creation. It also plays a key role in integrating African economies into global value chains and attracting complementary investments. However, its impact remains ambivalent. In many countries, FDI is heavily concentrated in extractive sectors, reinforcing dependence on raw materials and limiting productive diversification. Additionally, massive profit repatriation, weak integration of local firms into multinational networks, social disparities, and fragile institutional frameworks significantly constrain FDI's potential contribution to sustainable development.

This article adopts a narrative and integrative literature review approach to critically analyze the benefits and limitations of FDI in Africa. It highlights the conditions necessary to maximize its positive impact, including improved governance, a better business climate, infrastructure consolidation, and human capital development. Moreover, the success of FDI depends largely on governments' ability to implement targeted sectoral strategies and foster the development of local value chains. Public policies that support innovation, professional training, and small and medium-sized enterprises (SMEs) can enhance FDI's multiplier effects and increase its contribution to inclusive growth. Furthermore, the social and environmental dimensions of FDI deserve particular attention. Promoting responsible investments that comply with social and environmental standards can strengthen the long-term impact of these financial flows. Finally, regional cooperation and continental economic integration are essential levers for maximizing FDI benefits by facilitating the movement of goods, services, and capital while enhancing Africa's economic resilience.

Keywords: Foreign Direct Investment, Economic Development, Africa, Global Value Chains, Inclusive Growth, Institutional Governance.

JEL Classification: F21, O55, O19, F23

Paper type: Theoretical Review .

1. Introduction

Au cours des trois dernières décennies, les investissements directs étrangers (IDE) se sont imposés comme un levier majeur du développement économique dans les pays en développement, et plus particulièrement en Afrique. Dans un contexte marqué par l'insuffisance des ressources domestiques et les contraintes budgétaires des États, l'IDE constitue à la fois une source de financement externe indispensable et un vecteur essentiel de transferts technologiques, de diffusion de compétences managériales et d'intégration dans les chaînes de valeur mondiales. Selon le World Investment Report 2023 de la CNUCED, les flux d'IDE vers l'Afrique ont atteint 45 milliards de dollars en 2022, traduisant une résilience notable malgré la volatilité engendrée par la pandémie de la COVID-19, la guerre en Ukraine et l'instabilité des marchés énergétiques. Cette dynamique témoigne de l'attractivité croissante du continent, portée par des atouts structurels tels que l'abondance des ressources naturelles, la croissance démographique, l'urbanisation rapide et l'amélioration progressive du climat des affaires grâce à des réformes institutionnelles.

Toutefois, la contribution réelle des IDE au développement économique africain reste au centre de débats académiques intenses. D'un point de vue théorique, trois grandes approches structurent la littérature. La première, issue de la théorie de la modernisation et du paradigme OLI (Ownership–Location–Internalization) de Dunning (1977, 1988), considère les IDE comme un catalyseur de croissance et de transformation structurelle. Ils permettraient aux pays hôtes de bénéficier de financements additionnels, de transférer des technologies et d'améliorer leur compétitivité internationale. En revanche, la théorie de la dépendance (Prebisch, 1960 ; Frank, 1967) adopte une lecture critique, soulignant que les IDE tendent à renforcer les structures de dépendance économique en concentrant les investissements dans les secteurs extractifs et en favorisant le rapatriement massif des bénéfices par les multinationales. Enfin, les approches institutionnalistes contemporaines (North, 1990 ; Acemoglu & Robinson, 2012 ; Asiedu, 2020) insistent sur le rôle déterminant de la gouvernance, de la stabilité politique et du capital humain dans la capacité des pays à transformer les IDE en croissance durable et inclusive.

Cette diversité d'approches révèle que l'impact des IDE en Afrique ne dépend pas uniquement de leur volume, mais surtout de leur qualité, de leur orientation sectorielle et du contexte institutionnel dans lequel ils s'inscrivent. Si les IDE ont contribué à moderniser certaines infrastructures et à stimuler les exportations, notamment dans les secteurs extractifs et manufacturiers, leur effet sur la création d'emplois qualifiés, l'innovation locale et la réduction des inégalités reste limité (UNCTAD, 2023 ; IMF, 2023 ; African Development Bank, 2023). En effet, dans plusieurs pays africains, ces investissements se concentrent dans des zones à forte rente, générant des effets d'enclave et une dépendance accrue vis-à-vis des marchés mondiaux des matières premières.

Dans ce contexte, il devient essentiel de dépasser une vision quantitative des IDE pour s'interroger sur leurs mécanismes d'intégration dans les économies locales, leur compatibilité avec les priorités nationales de développement et leur capacité à générer des externalités positives à long terme. La littérature récente (Asiedu, 2020 ; OECD, 2023 ; UNECA, 2022) montre que les facteurs institutionnels — qualité de la gouvernance, transparence, infrastructures, cohérence des politiques publiques — conditionnent directement la capacité des pays africains à capter des IDE productifs et à en maximiser les retombées économiques et sociales.

Ainsi, la problématique centrale qui guide cette étude peut être formulée comme suit :

Dans quelle mesure les investissements directs étrangers constituent-ils un levier de croissance inclusive et de transformation structurelle en Afrique, et quelles conditions institutionnelles et sectorielles sont nécessaires pour en optimiser l'impact ?

Cet article, de nature théorique, mobilise une revue narrative et intégrative de la littérature afin d'analyser de manière critique le rôle des IDE dans le développement économique africain. Il poursuit trois objectifs principaux : d'abord, examiner les apports potentiels des IDE en matière de financement, d'innovation et d'intégration aux chaînes de valeur mondiales ; ensuite, identifier les limites et risques liés à leur concentration sectorielle et à la faiblesse institutionnelle ; enfin, proposer un cadre conceptuel reliant bénéfices, contraintes et conditions de gouvernance, en vue de transformer les IDE en véritables moteurs de croissance inclusive et durable.

La suite de l'article est structurée comme suit : la première section présente les fondements théoriques et les principales approches des IDE dans la littérature économique. La deuxième section analyse leurs apports et limites dans le contexte africain, à travers les dimensions économiques, sociales et institutionnelles. La troisième section discute de manière critique les résultats de la littérature et propose un modèle conceptuel intégratif articulant opportunités, contraintes et leviers d'action. Enfin, la conclusion expose les implications théoriques et politiques et suggère des pistes pour de futures recherches.

2. Revue de littérature

2.1. Les fondements théoriques des investissements directs étrangers (IDE)

Les investissements directs étrangers (IDE) représentent depuis plusieurs décennies un pilier essentiel des stratégies de développement économique. Leur analyse a donné lieu à une diversité d'approches théoriques, reflétant des conceptions différentes du rôle du capital étranger dans la transformation des économies hôtes.

La théorie de la modernisation, issue de l'économie du développement des années 1960, considère les IDE comme un catalyseur de la croissance et du progrès technologique. Selon cette approche, les flux de capitaux étrangers permettent de combler les déficits d'épargne intérieure, d'introduire de nouvelles technologies et d'améliorer la productivité (Romer, 1993 ; Borensztein et al., 1998). Ils favorisent également le transfert de compétences managériales et la diffusion de standards organisationnels plus performants. Dans cette perspective, les IDE agissent comme un levier d'industrialisation et d'intégration des économies en développement aux chaînes de valeur mondiales.

Le paradigme OLI (Ownership–Location–Internalization) de Dunning (1977, 1988) reste l'un des cadres analytiques les plus mobilisés pour expliquer la localisation des IDE. Selon ce modèle, la décision d'une firme d'investir à l'étranger dépend de trois types d'avantages : la détention d'actifs spécifiques (Ownership), les conditions de localisation favorables (Location) et la préférence pour internaliser les activités plutôt que de les contractualiser (Internalization). En Afrique, cette approche a permis d'expliquer la forte présence d'entreprises multinationales dans les secteurs à haute intensité capitaliste, notamment les industries extractives et les infrastructures stratégiques (UNCTAD, 2023).

À l'opposé, la théorie de la dépendance (Prebisch, 1960 ; Frank, 1967) adopte une lecture critique des IDE. Elle soutient que ces flux tendent à renforcer la dépendance structurelle des pays en développement envers les économies industrialisées. En se concentrant sur les secteurs extractifs et en rapatriant massivement les bénéfices, les firmes étrangères limitent la diffusion technologique et la création d'un tissu productif local. Les IDE peuvent ainsi consolider des structures économiques extraverties, dominées par des intérêts étrangers, plutôt que d'encourager une industrialisation endogène.

Enfin, les approches institutionnalistes contemporaines (North, 1990 ; Acemoglu & Robinson, 2012 ; Asiedu, 2020) insistent sur le rôle des institutions dans la médiation entre IDE et développement. Ces auteurs soulignent que la gouvernance, la stabilité politique, la transparence et la qualité des cadres réglementaires déterminent la capacité d'un pays à

transformer les flux d'IDE en croissance durable. Autrement dit, les IDE ne génèrent pas automatiquement du développement : leur efficacité dépend du contexte institutionnel et des politiques publiques mises en place. Cette lecture est particulièrement pertinente pour le cas africain, où les écarts institutionnels entre pays expliquent largement les différences d'impact observées.

En somme, ces approches théoriques montrent que les IDE peuvent être à la fois un moteur et un piège : moteur de croissance lorsqu'ils s'inscrivent dans un environnement institutionnel solide, et facteur de dépendance lorsqu'ils se concentrent dans des secteurs rentiers sans retombées locales.

2.2. Les effets positifs des IDE sur le développement économique africain

La littérature économique s'accorde sur plusieurs externalités positives associées aux IDE dans les économies africaines. En premier lieu, ils constituent une source essentielle de financement externe, permettant de compenser l'insuffisance de l'épargne domestique et de soutenir les investissements publics et privés (UNCTAD, 2023). Dans de nombreux pays africains, les IDE ont contribué à la modernisation des infrastructures, notamment dans les secteurs de l'énergie, des transports et des télécommunications (World Bank, 2022).

Deuxièmement, les IDE favorisent le transfert technologique et la diffusion de savoir-faire. Les études de Borensztein et al. (1998) et d'Alfaro et al. (2004) montrent que les pays dotés d'un capital humain suffisant parviennent à absorber les technologies importées, ce qui stimule la productivité et l'innovation. Des exemples récents illustrent ce phénomène : le développement du secteur automobile au Maroc, soutenu par des IDE allemands et japonais, ou encore l'essor des énergies renouvelables au Kenya grâce aux partenariats internationaux (OECD, 2023).

Troisièmement, les IDE contribuent à l'intégration des économies africaines dans les chaînes de valeur mondiales. En attirant des firmes multinationales, plusieurs pays ont réussi à se positionner comme des plateformes régionales d'exportation, à l'image du Rwanda pour les services numériques ou de l'Éthiopie pour le textile. Les IDE ont également renforcé la coopération régionale à travers la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), en favorisant la mobilité du capital, des biens et des services.

Enfin, certains travaux récents (African Development Bank, 2023 ; IMF, 2023) soulignent que les IDE orientés vers les secteurs productifs – notamment le numérique, les services financiers et l'énergie verte – participent à la croissance inclusive et à la transition vers un développement durable. Lorsque les gouvernements accompagnent ces investissements par des politiques de formation, d'innovation et de soutien aux PME locales, les effets multiplicateurs sont amplifiés. Ainsi, les IDE peuvent agir comme un véritable catalyseur de transformation structurelle à condition d'être orientés vers des secteurs à forte valeur ajoutée et insérés dans un environnement institutionnel favorable.

2.3. Les contraintes structurelles et institutionnelles des IDE en Afrique

Malgré ces apports, la littérature souligne de nombreuses limites qui entravent l'efficacité des IDE sur le continent africain.

Sur le plan économique, les IDE demeurent fortement concentrés dans les secteurs extractifs « pétrole, gaz, mines », ce qui expose les pays aux fluctuations des prix internationaux et limite la diversification productive (Moran, 2011). Cette concentration crée des « enclaves économiques » où les multinationales fonctionnent en circuit fermé, sans interactions significatives avec les entreprises locales (Ndikumana & Verick, 2008).

Sur le plan social, les IDE peuvent accentuer les inégalités régionales et sociales. Dans les zones extractives, les emplois créés sont souvent temporaires ou peu qualifiés, tandis que les bénéfices sont rapatriés à l'étranger. Le faible ancrage local des filiales multinationales réduit la formation

de capital humain et le développement des compétences locales (Transparency International, 2023).

Du point de vue institutionnel, la faiblesse de la gouvernance et de la régulation reste une contrainte majeure. La corruption, l'instabilité politique et l'opacité des contrats découragent les investissements productifs et orientent les flux vers des activités rentières (Asiedu, 2020 ; Ndikumana, 2014). Les cadres réglementaires insuffisants rendent difficile la mise en œuvre de politiques industrielles cohérentes.

Enfin, les enjeux environnementaux constituent une préoccupation croissante. Les projets miniers ou pétroliers, bien que lucratifs à court terme, entraînent des dégradations écologiques et sociales (pollution, déplacement de populations) qui compromettent la durabilité du développement (UNECA, 2022).

Ainsi, la performance des IDE en Afrique reste bridée par une combinaison de facteurs : dépendance sectorielle, faiblesse institutionnelle et gouvernance défailante.

2.4. Analyse critique de la littérature

L'analyse de la littérature révèle une tension structurelle entre deux visions opposées des IDE. D'un côté, les partisans de la modernisation et du libéralisme économique soulignent leur rôle dans la croissance, la productivité et l'intégration internationale (Romer, 1993 ; Dunning, 1988 ; Alfaro et al., 2004). De l'autre, les tenants de la dépendance et de la critique institutionnelle y voient une source de vulnérabilité, de désindustrialisation et d'inégalités (Prebisch, 1960 ; Frank, 1967 ; Ndikumana, 2014).

La littérature récente cherche à dépasser cette opposition binaire en proposant une lecture contextualisée et institutionnaliste. Les IDE n'ont pas un effet homogène : leur impact dépend de la capacité des pays à les encadrer, à les orienter vers des secteurs stratégiques et à favoriser les retombées locales. Comme le résumant Acemoglu et Robinson (2012), ce ne sont pas les IDE en eux-mêmes qui produisent la croissance, mais la qualité des institutions qui les accueillent.

Dans cette optique, plusieurs auteurs (Asiedu, 2020 ; OECD, 2023 ; UNCTAD, 2024) plaident pour une approche intégrée, liant les dimensions économiques, institutionnelles, sociales et environnementales. Ce paradigme du « développement durable par les IDE » constitue aujourd'hui la voie la plus prometteuse pour concilier attractivité, souveraineté et inclusion.

3. Méthodologie de recherche

3.1. Nature et positionnement de la recherche

Cette recherche s'inscrit dans une revue narrative et intégrative de la littérature, dont l'objectif est de synthétiser, comparer et analyser de manière critique les travaux scientifiques portant sur le rôle des investissements directs étrangers (IDE) dans le développement économique des pays africains. Ce type d'approche vise non pas à produire des résultats empiriques, mais à établir un cadre théorique structuré qui met en évidence les convergences, divergences et limites de la littérature existante.

La revue narrative permet une lecture qualitative et contextuelle des contributions scientifiques, en combinant les apports théoriques classiques (modernisation, dépendance, institutionnalisme) et les résultats des recherches récentes publiées entre 2000 et 2024. La démarche adoptée repose sur la triangulation des sources (articles académiques, rapports institutionnels, études comparatives régionales) et sur une analyse critique du contenu, afin de dégager les facteurs déterminants de l'efficacité des IDE dans le contexte africain.

Ainsi, l'article ne vise pas à tester une hypothèse empirique, mais à construire une synthèse analytique susceptible d'éclairer les décideurs publics et les chercheurs sur les conditions dans

lesquelles les IDE contribuent réellement à la transformation structurelle et à la croissance inclusive du continent africain.

3.2. Sources documentaires et critères de sélection

La collecte documentaire s'est appuyée sur un corpus diversifié de sources scientifiques et institutionnelles, garantissant à la fois rigueur académique et actualité des informations. Les bases de données consultées incluent Scopus, Web of Science, JSTOR, ScienceDirect et Google Scholar, ainsi que les publications officielles de la CNUCED (UNCTAD), de la Banque mondiale, du FMI, de l'OCDE, et de la Commission économique pour l'Afrique (UNECA).

Les mots-clés exacts utilisés dans les recherches sont les suivants (en français et en anglais) :

« Investissements directs étrangers », « développement économique », « Afrique », « gouvernance institutionnelle », « croissance inclusive », « chaînes de valeur mondiales », / « Foreign Direct Investment », « Economic Development », « Africa », « Institutional Governance », « Inclusive Growth », « Global Value Chains ».

Les documents retenus ont été sélectionnés selon trois critères principaux :

Pertinence thématique : seules les publications traitant explicitement du lien entre IDE et développement en Afrique ont été intégrées ;

Qualité scientifique : priorité aux articles publiés dans des revues à comité de lecture ou dans des rapports institutionnels de référence ;

Actualité : les travaux récents (2010–2024) ont été privilégiés, tout en incluant les études fondatrices pour le cadre théorique (Prebisch, Dunning, North, Romer, etc.).

Cette démarche garantit une couverture équilibrée entre les approches classiques et les perspectives contemporaines, tout en tenant compte des spécificités du contexte africain.

3.3. Méthode d'analyse et démarche de synthèse

L'analyse de la littérature repose sur une démarche interprétative et thématique, structurée en trois étapes complémentaires :

Codage thématique : les informations ont été classées selon des axes de recherche correspondant aux principaux déterminants et effets des IDE — dimension économique (croissance, emploi, productivité), dimension institutionnelle (gouvernance, stabilité, politiques publiques), et dimension sociale et environnementale (inclusion, durabilité). Ce codage a permis d'identifier les tendances récurrentes et les divergences entre les études.

Comparaison critique : les résultats issus des différents travaux ont été confrontés afin de dégager les points de convergence et de contradiction. Cette confrontation permet d'évaluer la solidité des arguments théoriques et de repérer les zones d'incertitude scientifique, notamment autour des effets d'enclave, du rapatriement des profits ou de la dépendance sectorielle.

Synthèse intégrative : les conclusions des analyses précédentes ont été intégrées dans un cadre conceptuel global, qui met en relation les flux d'IDE, la qualité institutionnelle et la durabilité du développement. Cette étape aboutit à une proposition de modèle analytique qui servira de base à la discussion critique présentée dans la section suivante.

Cette méthode permet de transcender la simple recension bibliographique pour produire une lecture cohérente et analytique des relations complexes entre IDE, gouvernance et développement en Afrique. Elle vise également à identifier les leviers d'action permettant aux pays africains de transformer les flux d'IDE en véritables instruments de croissance inclusive et durable.

4. Résultats et discussion

L'analyse de la littérature révèle que les investissements directs étrangers (IDE) constituent un instrument ambivalent du développement économique en Afrique. S'ils peuvent stimuler la

croissance, favoriser les transferts technologiques et soutenir la transformation structurelle, leur impact demeure conditionné par la qualité institutionnelle, la stabilité macroéconomique et la capacité d'absorption locale. Les résultats de la recherche mettent en évidence quatre dimensions interdépendantes : la contribution des IDE à la transformation structurelle, la variabilité de leurs effets selon les contextes nationaux, les risques et limites qui en découlent, et enfin, le rôle de la gouvernance comme facteur modérateur.

4.1. Les IDE comme moteur de transformation structurelle

Les investissements directs étrangers (IDE) représentent l'un des vecteurs essentiels de la transformation structurelle en Afrique. De nombreuses études, notamment celles de la Banque mondiale (2022) et de la CNUCED (2023), soulignent leur rôle dans la diversification productive, l'industrialisation et la modernisation des économies africaines. En permettant de combler le déficit d'épargne intérieure et en favorisant l'introduction de technologies de production avancées, les IDE stimulent la montée en gamme des systèmes productifs nationaux. Ils facilitent également l'intégration du continent dans les chaînes de valeur mondiales, particulièrement dans les secteurs de la manufacture, des télécommunications, des énergies renouvelables et des services financiers numériques.

Cette transformation s'explique par la capacité des IDE à transférer non seulement du capital financier, mais aussi du capital technologique, organisationnel et humain. Le rôle de diffusion de connaissances qu'ils exercent renforce la compétitivité des entreprises locales, accélère la productivité et favorise la création d'emplois qualifiés. Toutefois, ces retombées dépendent de la capacité des économies africaines à absorber et internaliser les savoirs étrangers. Sans un environnement institutionnel solide, une main-d'œuvre formée et un tissu entrepreneurial réceptif, les IDE risquent de se concentrer dans des enclaves productives peu connectées à l'économie nationale.

L'analyse des expériences de certains pays africains confirme ce potentiel transformateur. Au Maroc, les IDE orientés vers les industries automobile et aéronautique (Renault, PSA, Boeing) ont permis la création de pôles industriels compétitifs à Tanger et à Nouaceur, générant des milliers d'emplois qualifiés et un important transfert de technologies. Le pays est ainsi parvenu à se positionner comme plateforme d'exportation régionale vers l'Europe et l'Afrique. Au Rwanda, les investissements étrangers dans les technologies numériques, soutenus par des partenariats public-privé, ont contribué à l'émergence d'un écosystème entrepreneurial dynamique, accompagnant la digitalisation de l'administration et des services publics dans le cadre de la stratégie « Digital Rwanda Vision 2020 ». Au Kenya, l'exemple emblématique de M-Pesa, soutenu par des capitaux britanniques (Vodafone), illustre la manière dont les IDE peuvent favoriser une innovation inclusive, en démocratisant l'accès aux services financiers et en accélérant l'inclusion des populations historiquement non bancarisées.

Ces dynamiques confirment les postulats de la théorie de la modernisation et du paradigme OLI (Ownership, Location, Internalization) proposé par Dunning (1977, 1988). Selon cette approche, les IDE jouent un rôle moteur dans le transfert de technologies et de pratiques organisationnelles lorsque trois conditions sont réunies : la détention d'un avantage spécifique par la firme (ownership), l'existence d'avantages localisés attractifs dans le pays hôte (location) et la capacité de la firme à internaliser ces avantages (internalization). En Afrique, ces mécanismes se matérialisent par la constitution de pôles industriels, l'introduction de technologies propres et la formation de compétences locales. Toutefois, comme l'ont démontré Alfaro et al. (2004), ces effets positifs ne se concrétisent réellement que dans les pays disposant d'un capital humain suffisant, d'un cadre réglementaire stable et d'un système financier efficace. En l'absence de ces conditions, les IDE peuvent renforcer la dépendance économique plutôt que de générer une transformation structurelle durable.

Sur le plan critique, certains chercheurs (Rodrik, 2018 ; UNECA, 2022) soulignent que les IDE, bien qu'ils apportent des ressources précieuses, peuvent parfois engendrer une dualité économique, caractérisée par la coexistence de secteurs modernes financés par l'étranger et de secteurs traditionnels faiblement productifs. Ce paradoxe illustre l'importance d'une appropriation nationale des investissements étrangers à travers des politiques publiques cohérentes : développement du capital humain, soutien à la R&D locale, promotion du contenu local et renforcement des institutions de gouvernance économique. La réussite des IDE en Afrique dépend donc moins de leur volume que de leur qualité et de leur alignement stratégique avec les priorités de développement nationales.

En somme, les IDE peuvent être considérés comme un moteur de transformation structurelle lorsqu'ils s'inscrivent dans une logique d'apprentissage collectif et de développement endogène. L'expérience africaine montre qu'une intégration réussie des IDE passe par une combinaison équilibrée entre ouverture internationale et consolidation des capacités internes, assurant ainsi une croissance inclusive et durable.

Tableau N° 1 : Cas emblématiques d'investissements directs étrangers (IDE) en Afrique et leurs retombées sectorielles

Secteur	Cas emblématiques	Retombées observées	Références
Télécommunications	MTN, Orange, Airtel → déploiement du mobile money	Inclusion financière accrue (paiements numériques, micro-crédits)	World Bank, 2022
Énergies renouvelables	Noor Ouarzazate (Maroc), Lake Turkana Wind Project (Kenya)	Diversification énergétique, transition bas carbone	OECD, 2023
Services financiers digitaux	M-Pesa (Kenya), Flutterwave (Nigeria)	Inclusion financière et dynamisation des PME	IMF, 2023
Infrastructures	Corridor ferroviaire Addis-Djibouti financé par IDE chinois	Connectivité accrue, commerce intra-africain facilité	UNCTAD, 2024

Source : Élaboration de l'auteur à partir des données de la World Bank (2022), OECD (2023), IMF (2023) et UNCTAD (2024).

4.2. Des effets différenciés selon les contextes institutionnels

L'efficacité des investissements directs étrangers (IDE) en Afrique demeure profondément hétérogène, révélant la centralité du contexte institutionnel dans la dynamique du développement. Comme le montrent plusieurs études récentes (UNCTAD, 2023 ; OECD, 2023 ; IMF, 2023), les écarts de performance entre pays africains ne s'expliquent pas seulement par le volume des flux d'IDE, mais surtout par la qualité des institutions, la stabilité politique et la cohérence des politiques publiques. Les économies disposant d'une gouvernance stable, d'un cadre réglementaire prévisible et de politiques industrielles claires parviennent à transformer les IDE en leviers de développement productif. À l'inverse, dans les environnements institutionnels fragiles, ces flux de capitaux tendent à renforcer les structures rentières, la dépendance externe et les déséquilibres structurels.

Dans des pays comme le Maroc, le Rwanda ou l'île Maurice, les gouvernements ont adopté une approche proactive et stratégique de l'attraction des IDE. Le Maroc a mis en place un dispositif institutionnel solide articulé autour d'agences telles que l'AMDIE, des zones franches industrielles et des plans sectoriels ciblés (Plan d'Accélération Industrielle, Plan Maroc Vert, etc.) qui facilitent l'intégration des firmes étrangères dans le tissu économique local. Cette stratégie a permis d'attirer des capitaux dans des secteurs à forte valeur ajoutée — automobile, aéronautique, énergies renouvelables, services numériques — contribuant ainsi à la diversification productive et à la montée en compétences de la main-d'œuvre locale. Le

Rwanda, quant à lui, s'appuie sur une gouvernance exemplaire, une administration efficace et un environnement d'affaires simplifié. Ces atouts ont favorisé l'émergence d'un écosystème entrepreneurial innovant et la digitalisation des services publics, renforçant la productivité et l'inclusion économique. Enfin, Maurice constitue un modèle de stabilité macroéconomique et institutionnelle, ayant su orienter les IDE vers des secteurs porteurs tels que les services financiers, le textile de qualité et le tourisme durable.

En revanche, dans des contextes institutionnels plus fragiles, tels que ceux du Nigeria, de la République démocratique du Congo (RDC) ou de l'Angola, les IDE se concentrent majoritairement dans les secteurs extractifs (pétrole, gaz, minerais). Cette spécialisation accentue les effets d'enclave : les entreprises multinationales y opèrent souvent de manière isolée, sans lien significatif avec les PME locales, limitant les effets d'entraînement sur l'économie nationale (Ndikumana, 2014 ; Asiedu, 2020). De plus, la faiblesse des institutions de gouvernance, la corruption, l'instabilité réglementaire et le rapatriement massif des profits réduisent les retombées économiques locales. Ce constat rejoint les analyses de la théorie de la dépendance (Prebisch, 1960 ; Frank, 1967), selon laquelle les flux de capitaux étrangers peuvent entretenir des rapports économiques asymétriques et perpétuer la subordination du Sud vis-à-vis du Nord. Dans ces conditions, les IDE ne favorisent pas nécessairement le développement, mais peuvent plutôt alimenter une dépendance structurelle vis-à-vis des marchés mondiaux et des firmes multinationales.

Cette opposition entre trajectoires réussies et échecs relatifs révèle l'importance du cadre institutionnel comme facteur déterminant de l'impact des IDE. L'approche institutionnaliste (North, 1990 ; Acemoglu & Robinson, 2012) montre que la qualité des institutions — entendue comme l'ensemble des règles formelles et informelles encadrant les interactions économiques conditionne la capacité des pays à capter et à internaliser les bénéfices des flux d'investissement. Des institutions inclusives, fondées sur la transparence, la stabilité juridique et la responsabilité publique, favorisent une répartition équitable des gains et un renforcement du capital productif. À l'inverse, les institutions extractives, centrées sur la concentration du pouvoir économique et politique, tendent à détourner les ressources issues des IDE au profit d'élites restreintes, limitant les retombées sur la population et freinant la transformation structurelle.

Tableau N° 2 : Impacts différenciés des IDE selon le contexte institutionnel et économique

Dimension	Contexte favorable (ex. Maroc, Rwanda)	Contexte défavorable (ex. Nigéria, RDC)	Conséquences sur le développement
Institutions	Stables, transparentes	Fragiles, corruption élevée	Croissance durable vs dépendance accrue
Infrastructures	Transport, énergie, digital modernes	Faiblesse logistique et énergétique	Industrialisation vs blocage de la diversification
Secteurs ciblés	Manufacturing, services, énergie verte	Ressources naturelles extractives	Transformation structurelle vs effet enclave
Politiques publiques	Vision stratégique, soutien industriel	Absence de stratégie claire	Retombées locales vs fuite des bénéfices

Sources : UNCTAD, 2023 ; OECD, 2021 ; IMF, 2023

Ainsi, les IDE ne produisent pas les mêmes effets partout. Ils peuvent agir comme catalyseurs de croissance et de modernisation dans les environnements institutionnels solides, mais également comme facteurs d'extraversion et de vulnérabilité dans les contextes fragiles. Cette dualité confirme que la réussite des politiques d'investissement en Afrique ne repose pas seulement sur l'attraction de capitaux étrangers, mais sur la construction d'institutions efficaces, la bonne gouvernance économique et la capacité d'absorption des innovations. Le

défi consiste donc à transformer les IDE en véritables instruments de développement endogène, en veillant à leur alignement avec les stratégies nationales de long terme.

4.3. Les risques et limites structurelles des IDE

Si les investissements directs étrangers (IDE) constituent une source essentielle de financement et un moteur potentiel de croissance, ils comportent également des risques structurels importants lorsqu'ils ne s'accompagnent pas de politiques publiques de régulation et de suivi adaptées. Plusieurs études (Moran, 2011 ; Transparency International, 2023) mettent en évidence que la concentration sectorielle des IDE dans les industries extractives limite la diversification économique et accroît la vulnérabilité des économies africaines face aux fluctuations des prix internationaux des matières premières. Cette spécialisation excessive engendre un phénomène bien connu de « malédiction des ressources », dans lequel la richesse naturelle devient paradoxalement un frein au développement. Les exemples du Nigeria et de l'Angola illustrent cette dynamique : malgré l'afflux massif de capitaux étrangers dans les hydrocarbures, la transformation productive reste limitée, et la dépendance à l'égard des rentes pétrolières continue d'entraver la construction d'une base industrielle diversifiée.

Sur le plan social, les IDE peuvent exacerber les inégalités régionales et de revenus, notamment dans les régions minières où les bénéfices économiques sont souvent concentrés entre les mains de firmes multinationales et d'élites locales. Les emplois créés y sont majoritairement temporaires, peu qualifiés et précaires, tandis que les profits sont massivement rapatriés à l'étranger. Cette situation réduit la capacité redistributive des États, d'autant plus que les incitations fiscales accordées aux multinationales – telles que les exonérations et déductions – limitent leurs recettes publiques. Par conséquent, les gouvernements disposent de moins de ressources pour financer les politiques sociales, les infrastructures ou les programmes de développement territorial. Cette dynamique renforce les disparités socioéconomiques et alimente parfois des tensions sociales dans les zones d'exploitation intensive.

Les impacts environnementaux des IDE, particulièrement dans les secteurs extractifs, constituent une préoccupation croissante. La pollution des sols et des eaux, la déforestation, l'épuisement des ressources naturelles et la perte de biodiversité compromettent la durabilité du développement (UNECA, 2022). Dans des contextes institutionnels faibles, la gouvernance environnementale reste insuffisante, les évaluations d'impact sont négligées, et les mécanismes de responsabilité des entreprises peu contraignants. Cette situation traduit une asymétrie de pouvoir entre les multinationales et les États hôtes, incapables de faire respecter des normes environnementales rigoureuses. Le coût écologique de certains projets dépasse largement les bénéfices économiques à court terme, menaçant la résilience écologique des territoires concernés.

À ces dimensions économiques, sociales et environnementales s'ajoutent des risques politiques et stratégiques. Dans plusieurs pays africains, la faiblesse de la transparence institutionnelle et la corruption favorisent la signature de contrats opaques avec les investisseurs étrangers. Certains projets d'infrastructures financés par des IDE, notamment d'origine chinoise, ont été critiqués pour leur manque de visibilité publique et les conditions contractuelles déséquilibrées qu'ils imposent (World Bank, 2022). Par ailleurs, la dépendance structurelle à des partenaires étrangers dans des secteurs stratégiques – énergie, transport, télécommunications – peut restreindre la souveraineté économique et réduire la marge de manœuvre des politiques nationales.

Ces constats renforcent les critiques issues de la théorie de la dépendance (Prebisch, 1960 ; Frank, 1967), selon lesquelles les flux de capitaux étrangers, loin de corriger les déséquilibres économiques mondiaux, peuvent parfois les reproduire. En l'absence d'un cadre institutionnel fort, les IDE risquent d'entretenir des structures de production extractives et des relations économiques asymétriques entre pays du Nord et du Sud. Comme le soulignent Bateman et

Chang (2012), sans orientation stratégique claire, les IDE peuvent « moderniser la dépendance » plutôt que « moderniser la production ». Ces limites soulignent la nécessité de politiques industrielles sélectives, d'une régulation transparente et de mécanismes de gouvernance capables d'assurer une répartition équitable des gains et la soutenabilité des investissements étrangers.

Tableau N° 3 : Limites et risques des IDE en Afrique.

Catégorie	Description	Exemple concret
Économique	Rapatiation des profits, dépendance aux multinationales	Secteur pétrolier au Nigéria
Social	Inégalités accrues, faible emploi local	Mines de cuivre en RDC
Environnemental	Pollution, déforestation, exploitation non durable	Orpaillage au Ghana
Politique	Contrats opaques, corruption	Infrastructures financées par IDE chinois
Stratégique	Maintien de structures extractives	Hydrocarbures en Angola

Sources : World Bank, 2022 ; Transparency International, 2023 ; UNECA, 2022

4.4. Vers un modèle de gouvernance inclusive et durable des IDE

La littérature récente converge vers une idée centrale : les investissements directs étrangers (IDE) ne produisent des effets positifs durables que lorsqu'ils s'inscrivent dans un cadre de gouvernance solide, transparent et orienté vers le développement. Les analyses menées par l'OCDE (2021), la CNUCED (2023) et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA, 2022) mettent en évidence trois leviers principaux pour maximiser l'impact des IDE sur les économies africaines.

Le premier levier réside dans la gouvernance institutionnelle. Celle-ci repose sur la transparence des contrats, la prévisibilité des règles économiques, la lutte contre la corruption et la sécurité juridique des transactions. Dans les pays où les institutions fonctionnent efficacement, les investisseurs bénéficient d'un environnement stable et les retombées économiques sont mieux redistribuées au sein de la société. La gouvernance ne se limite pas à la régulation ; elle inclut également la capacité de l'État à négocier des partenariats équilibrés, à imposer des obligations de contenu local et à suivre l'impact réel des investissements sur le développement.

Le deuxième levier correspond à l'orientation sectorielle des flux d'investissement. L'enjeu n'est plus seulement d'attirer les IDE, mais de les orienter vers les secteurs à forte valeur ajoutée et à fort potentiel d'innovation. Les domaines des énergies renouvelables, des technologies numériques, des services financiers digitaux et des industries manufacturières apparaissent comme des priorités stratégiques. Ces secteurs permettent non seulement d'accroître la productivité, mais aussi de renforcer les capacités locales, de favoriser l'apprentissage technologique et de générer des effets d'entraînement positifs sur les petites et moyennes entreprises. À l'inverse, les IDE concentrés sur les ressources naturelles, bien qu'ils apportent des devises, tendent à reproduire les structures de dépendance et à créer des économies à faible diversification.

Le troisième levier concerne l'intégration régionale, notamment à travers la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et les politiques communes d'investissement. Une meilleure coordination entre pays africains permet d'harmoniser les cadres réglementaires, de mutualiser les infrastructures et de renforcer l'attractivité collective du continent. En outre, l'intégration régionale favorise la circulation du capital humain, la complémentarité productive et la résilience face aux chocs économiques mondiaux. L'objectif est de construire un marché

africain intégré et compétitif, capable de négocier sur un pied d'égalité avec les investisseurs internationaux.

Ces trois leviers traduisent la nécessité d'une stratégie proactive dans laquelle les États africains passent d'une logique d'attractivité passive à une sélectivité stratégique. Il s'agit de privilégier les investissements alignés sur les priorités nationales de développement et conformes aux objectifs de durabilité. En articulant les politiques industrielles, environnementales et sociales, les gouvernements peuvent instaurer un modèle de gouvernance inclusive où les IDE deviennent un véritable moteur de croissance équitable. Cette approche rejoint les perspectives institutionnalistes contemporaines selon lesquelles la qualité de la gouvernance, plus que la quantité d'investissement, détermine la réussite du développement à long terme.

Ainsi, la gouvernance inclusive et durable des IDE apparaît comme le pilier d'un nouveau paradigme africain de développement. Elle suppose une planification stratégique de long terme, une responsabilisation des acteurs privés et publics, ainsi qu'une participation accrue de la société civile. L'enjeu est de faire des IDE non pas une simple source de capitaux étrangers, mais un instrument structurant du développement endogène, créateur de valeur ajoutée locale et respectueux des équilibres sociaux et environnementaux.

Tableau N° 4 : Cadre conceptuel des IDE et retombées sur le développement

Dimension	Description	Effets positifs potentiels	Risques / Limites
Dépendance	Risque de dépendance aux flux d'IDE	Accès aux capitaux et technologies	Fuite des profits, vulnérabilité externe
Diversification	IDE orientés vers services, numérique, énergie verte	Innovation, intégration des PME locales	Concentration sectorielle si mal orientés
Industrialisation	Intégration dans chaînes de valeur manufacturières	Emplois, productivité, transfert de compétences	Production à faible valeur ajoutée
Gouvernance	Politiques industrielles et institutions solides	Croissance inclusive, durabilité	Corruption, mauvaise allocation des IDE

Sources : OECD, 2021 ; UNECA, 2022 ; UNCTAD, 2023

4.5. Discussion critique

L'examen comparatif de la littérature met en évidence une tension persistante entre les paradigmes de la modernisation et de la dépendance, qui structurent encore aujourd'hui le débat sur le rôle des investissements directs étrangers (IDE) dans le développement africain. D'un côté, les approches libérales et néoclassiques soulignent la capacité des IDE à stimuler la productivité, à favoriser le transfert technologique et à accélérer la transformation structurelle. Ces perspectives, illustrées par les réussites du Maroc ou du Rwanda, s'appuient sur l'idée que l'ouverture aux capitaux internationaux constitue un moteur essentiel de modernisation économique. Les flux d'investissement y sont perçus comme des instruments de rattrapage technologique et de diffusion des bonnes pratiques organisationnelles.

À l'opposé, les approches critiques issues de la théorie de la dépendance mettent en lumière les effets pervers de ces mêmes flux dans les pays caractérisés par une faiblesse institutionnelle et une gouvernance déficiente. Dans ces contextes, les IDE peuvent renforcer les structures de rente, accroître la dépendance extérieure et limiter les retombées locales en matière d'emploi, d'innovation et de valeur ajoutée (Ndikumana, 2014 ; Transparency International, 2023). Selon cette lecture, les multinationales tendent à privilégier leurs propres intérêts au détriment du développement endogène, perpétuant ainsi les asymétries économiques Nord-Sud et la vulnérabilité structurelle des économies africaines.

Entre ces deux extrêmes, l'approche institutionnaliste propose une voie médiane qui cherche à concilier attractivité et souveraineté. Inspirée des travaux de North (1990) et d'Acemoglu et Robinson (2012), elle met l'accent sur le rôle central des institutions inclusives comme

condition préalable à la réussite des IDE. Celles-ci garantissent la sécurité juridique, la transparence, la régulation environnementale et la redistribution équitable des bénéfices. L'efficacité des investissements étrangers ne dépend donc pas seulement de leur volume, mais de la qualité du cadre institutionnel qui les encadre, de la cohérence des politiques publiques et de la capacité des États à transformer les capitaux entrants en leviers d'innovation et de diversification productive.

Cette perspective invite à repenser la place des IDE non pas comme une fin en soi, mais comme un instrument stratégique de politique économique. Leur contribution au développement dépend de la manière dont les gouvernements africains parviennent à articuler trois dimensions complémentaires : la sélectivité dans l'attraction des capitaux, la valorisation des capacités locales et l'intégration des impératifs sociaux et environnementaux dans les stratégies d'investissement. En d'autres termes, l'avenir des IDE en Afrique repose sur une gouvernance capable de conjuguer ouverture économique, souveraineté productive et durabilité. Ce cadre institutionnel intégré apparaît comme la clé d'un modèle africain de développement fondé sur l'investissement responsable et la création de valeur partagée.

Tableau N° 5 : Comparaison entre les paradigmes de la modernisation et de la dépendance

Dimensions d'analyse	Paradigme de la modernisation	Paradigme de la dépendance
Vision générale	Les IDE sont moteurs de développement et de diffusion technologique	Les IDE entretiennent la dépendance et renforcent les inégalités
Rôle de l'État	Faciliter les flux de capitaux et libéraliser l'économie	Encadrer et contrôler les flux pour protéger la souveraineté nationale
Effets attendus	Croissance, industrialisation, transfert de savoir-faire	Dualisme économique, rapatriement des profits, perte d'autonomie
Exemple typique	Maroc, Rwanda, Maurice	Nigeria, Angola, RDC
Politiques associées	Ouverture économique, partenariats public-privé	Régulation stricte, souverainisme économique

Source : Élaboration de l'auteur à partir de la littérature (UNCTAD, 2023 ; Ndikumana, 2014 ; Transparency International, 2023).

Tableau N° 6 : L'approche institutionnaliste : une synthèse entre ouverture et régulation

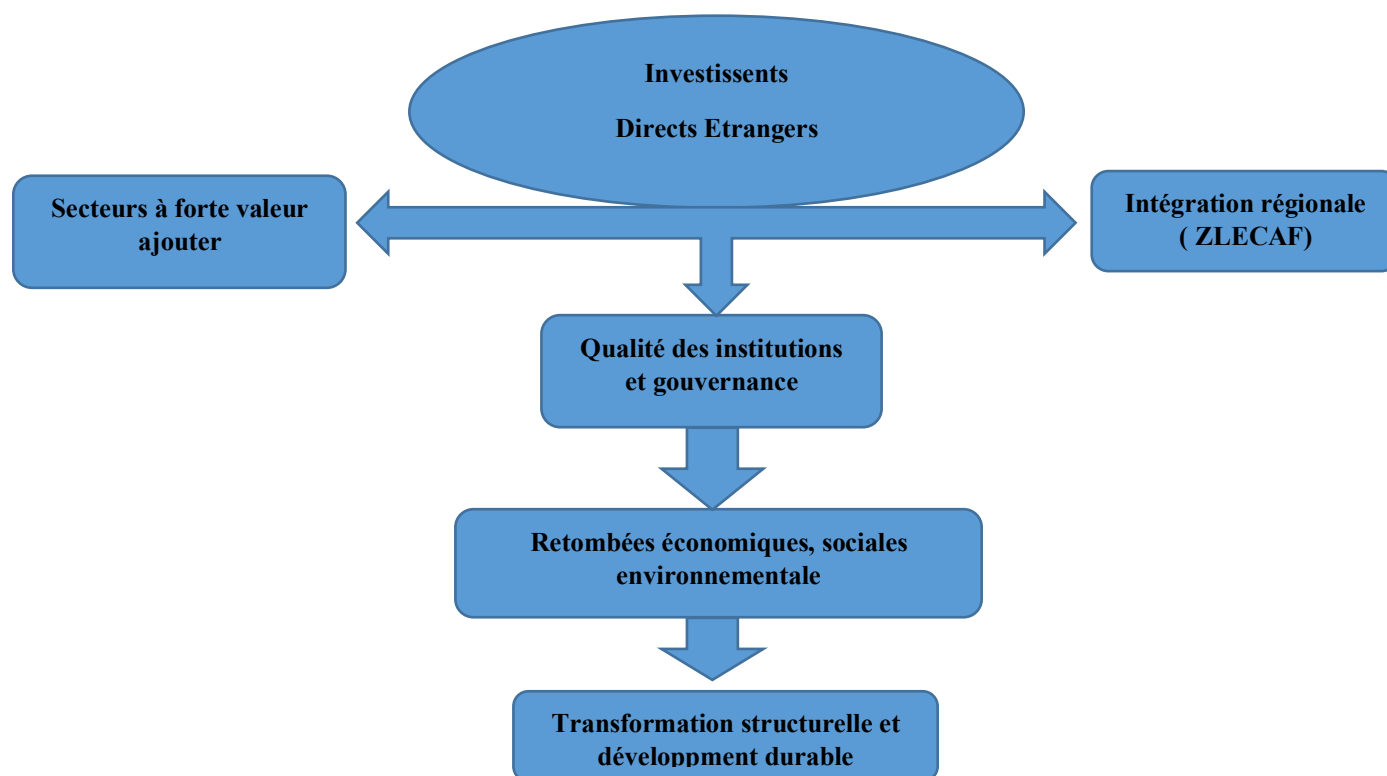
Axes d'intervention	Objectifs recherchés	Instruments de mise en œuvre	Résultats attendus
Gouvernance et institutions	Garantir la transparence et la stabilité	Réformes réglementaires, lutte contre la corruption	Confiance des investisseurs et attractivité durable
Orientation sectorielle	Cibler les secteurs à forte valeur ajoutée	Politiques industrielles et incitations sélectives	Diversification productive, innovation
Renforcement des capacités locales	Favoriser l'absorption technologique	Formation, partenariats université-entreprise	Transfert de compétences, création d'emplois qualifiés
Intégration régionale	Créer des synergies continentales	ZLECAf, politiques d'investissement communes	Marché intégré, compétitivité collective

Source : Élaboration de l'auteur à partir des travaux de North (1990), Acemoglu & Robinson (2012) et UNECA (2022).

4.6. Schéma conceptuel : IDE, gouvernance et développement durable

Le modèle conceptuel ci-dessous illustre la relation dynamique entre les flux d'IDE, la qualité institutionnelle et les retombées sur le développement durable. Il montre que les effets positifs des IDE ne se manifestent que lorsque les politiques publiques assurent la cohérence entre attractivité, gouvernance et durabilité.

Figure 1 : Interaction entre Investissements Directs Étrangers (IDE), gouvernance et développement durable



Source : Élaboration de l'auteur à partir de UNCTAD (2023), OECD (2023), IMF (2023), UNECA (2022).

5. Conclusion

L'analyse théorique menée dans cet article met en évidence le rôle ambivalent des investissements directs étrangers (IDE) dans le développement économique des pays africains. Si les IDE constituent indéniablement une source majeure de financement externe et un vecteur de transferts technologiques, leur contribution effective à la croissance inclusive et à la transformation structurelle demeure conditionnée par la qualité des institutions, la gouvernance économique et la cohérence des politiques publiques.

Les résultats de la revue de littérature montrent que les IDE peuvent agir comme un moteur de développement lorsqu'ils s'inscrivent dans un environnement institutionnel stable, transparent et favorable à l'investissement productif. Les expériences réussies du Maroc, du Rwanda ou de Maurice illustrent cette capacité à convertir les flux d'investissement en leviers d'industrialisation, de création d'emplois qualifiés et d'intégration dans les chaînes de valeur mondiales. Dans ces contextes, les politiques industrielles ciblées, la formation du capital humain et la stabilité réglementaire constituent des facteurs déterminants de réussite.

Cependant, dans d'autres économies africaines marquées par la faiblesse des institutions et la dépendance aux ressources naturelles, les IDE tendent à reproduire des dynamiques de dépendance et d'inégalités. Ils se concentrent souvent dans les secteurs extractifs, caractérisés par une faible intégration locale et une forte vulnérabilité aux chocs externes. Ces constats confirment la thèse institutionnaliste selon laquelle les IDE ne génèrent pas automatiquement du développement : ils doivent être encadrés, orientés et régulés pour produire des effets positifs durables.

De manière plus large, la littérature récente converge vers la nécessité d'un changement de paradigme : passer d'une logique d'attraction passive des capitaux étrangers à une stratégie proactive de gouvernance sélective des IDE. Cette approche consiste à orienter les flux vers des

secteurs à forte valeur ajoutée (industrie, énergie verte, numérique), à renforcer les capacités locales d'absorption et à intégrer les exigences sociales et environnementales dans les politiques d'investissement. Dans cette perspective, les IDE deviennent un outil de politique de développement, au service d'une croissance inclusive et durable, plutôt qu'un objectif en soi.

Sur le plan théorique, cette étude contribue à la littérature en proposant une lecture intégrative des approches de la modernisation, de la dépendance et de l'institutionnalisme. Elle montre que la pertinence des IDE dépend de la combinaison entre trois dimensions : les conditions économiques (niveau d'infrastructure, productivité), les conditions institutionnelles (stabilité, transparence, gouvernance) et les conditions sociales et environnementales (inclusion, durabilité). C'est dans l'interaction de ces trois niveaux que se construit la capacité des pays africains à transformer les IDE en véritable moteur de développement durable.

Sur le plan pratique, plusieurs implications politiques se dégagent. Les gouvernements africains doivent :

- Renforcer la gouvernance et la transparence dans la gestion des contrats d'investissement ;
- Élaborer des politiques industrielles sélectives orientant les IDE vers des secteurs stratégiques à forte valeur ajoutée ;
- Développer le capital humain et l'innovation locale afin d'augmenter la capacité d'absorption des technologies importées ;
- Et intégrer les objectifs environnementaux et sociaux dans la régulation des flux d'investissement.

Ces orientations s'inscrivent pleinement dans les priorités de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et des Objectifs de développement durable (ODD), qui visent à faire des IDE un levier de prospérité partagée, d'inclusion et de résilience.

Enfin, cette étude ouvre la voie à plusieurs pistes de recherche future. Il serait pertinent de compléter cette revue théorique par une analyse empirique comparative mesurant l'effet différencié des IDE selon les pays et les secteurs, en intégrant des indicateurs institutionnels et environnementaux. Une telle approche permettrait de valider empiriquement le modèle conceptuel proposé et d'apporter des recommandations opérationnelles aux décideurs publics et aux investisseurs internationaux.

Références

- (1). Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2012). *Why nations fail: The origins of power, prosperity, and poverty*. Crown Business.
- (2). African Development Bank. (2022). *African economic outlook 2022: Supporting climate resilience and a just energy transition*. AfDB.
- (3). African Development Bank. (2023). *African economic outlook 2023: Mobilizing private sector financing for climate and growth*. AfDB.
- (4). Alfaro, L., Chanda, A., Kalemli-Ozcan, S., & Sayek, S. (2004). FDI and economic growth: The role of local financial markets. *Journal of International Economics*, 64(1), 89–112. [https://doi.org/10.1016/S0022-1996\(03\)00081-3](https://doi.org/10.1016/S0022-1996(03)00081-3)
- Asiedu, E. (2020). Foreign direct investment, natural resources and institutions. *World Economy*, 43(2), 534–555. <https://doi.org/10.1111/twec.12853>
- Chen, W., & Nordås, H. K. (2023). Chinese FDI in Africa: Impacts and implications. *World Development*, 163, 106137. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2022.106137>
- Brautigam, D. (2020). A critical look at Chinese “debt-trap diplomacy”: The rise of a meme. *Area Development and Policy*, 5(1), 1–14. <https://doi.org/10.1080/23792949.2019.1689828>
- Moran, T. H. (2011). *Foreign direct investment and development: Launching a second*

- generation of policy research. *Peterson Institute for International Economics*.
 Ndikumana, L., & Verick, S. (2008). The linkages between FDI and domestic investment: Unravelling the developmental impact of foreign investment in Sub-Saharan Africa. *Development Policy Review*, 26(6), 713–726. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7679.2008.00430.x>
- Okafor, G., Piesse, J., & Webster, A. (2017). FDI determinants in Sub-Saharan Africa: A spatial analysis. *World Economy*, 40(9), 1803–1834. <https://doi.org/10.1111/twec.12466>
- UN Economic Commission for Africa (UNECA). (2022). *Economic report on Africa 2022: Leveraging FDI for sustainable growth*. United Nations.
- World Bank. (2022). *Africa's pulse: An analysis of issues shaping Africa's economic future*. World Bank Group.
- (5). Borensztein, E., De Gregorio, J., & Lee, J. W. (1998). How does foreign direct investment affect economic growth? *Journal of International Economics*, 45(1), 115–135. [https://doi.org/10.1016/S0022-1996\(97\)00033-0](https://doi.org/10.1016/S0022-1996(97)00033-0)
 - (6). Dunning, J. H. (1977). Trade, location of economic activity and the MNE: A search for an eclectic approach. In B. Ohlin, P. O. Hesselborn & P. M. Wijkman (Eds.), *The international allocation of economic activity* (pp. 395–418). Palgrave Macmillan.
 - (7). Dunning, J. H. (1988). The eclectic paradigm of international production: A restatement and some possible extensions. *Journal of International Business Studies*, 19(1), 1–31. <https://doi.org/10.1057/palgrave.jibs.8490372>
 - (8). Frank, A. G. (1967). *Capitalism and underdevelopment in Latin America*. Monthly Review Press.
 - (9). IMF. (2023). *Regional economic outlook: Sub-Saharan Africa – The big funding squeeze*. International Monetary Fund.
 - (10). North, D. C. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge University Press.
 - (11). OECD. (2021). *FDI in figures: International investment trends*. Organisation for Economic Co-operation and Development.
 - (12). OECD. (2023). *Africa's sustainable investment report*. Organisation for Economic Co-operation and Development.
 - (13). Prebisch, R. (1960). *The economic development of Latin America and its principal problems*. United Nations.
 - (14). Romer, P. M. (1993). Idea gaps and object gaps in economic development. *Journal of Monetary Economics*, 32(3), 543–573. [https://doi.org/10.1016/0304-3932\(93\)90029-F](https://doi.org/10.1016/0304-3932(93)90029-F)
 - (15). UNCTAD. (2022). *World investment report 2022: International tax reforms and sustainable investment*. United Nations Conference on Trade and Development.
 - (16). UNCTAD. (2023). *World investment report 2023: Investing in sustainable energy for all*. United Nations Conference on Trade and Development.
 - (17). UNCTAD. (2024). *World investment report 2024: Harnessing investment for economic transformation*. United Nations Conference on Trade and Development.
 - (18). World Bank. (2023). *Global economic prospects: Africa regional outlook*. World Bank Group.